

Kurdistan d'Irak : carrefour d'influences régionales

La crise irakienne suscite un regain d'intérêt dans les pays de la région quant à l'évolution au Kurdistan d'Irak dont les développements internes sont directement influencés par l'imminence d'une probable offensive américaine contre Bagdad. La Turquie, et de façon plus discrète l'Iran, observent avec intérêt, mais aussi avec crainte, le processus de réconciliation des Kurdes d'Irak. Le nationalisme prudent et pragmatique des Kurdes d'Irak consacre en effet la réalité d'une quasi-indépendance de facto du Kurdistan d'Irak, que la Turquie, coincée dans ses références jacobines à l'égard de ses propres Kurdes, refuse d'admettre en changeant d'alliance et en tentant d'instrumentaliser les Turkmènes d'Irak, dont elle veut faire sa cinquième colonne. L'Iran développe une attitude moins passionnelle tout en cultivant de bonnes relations avec l'opposition irakienne, tant kurde que chiite, se plaçant dès lors, au même titre que la Turquie, en position d'acteur incontournable dans la perspective de l'après-Saddam.

PAR PIERRE VANRIE

Au lendemain de l'opération « *Provide Comfort* » qui faisait suite en 1991 à l'exode massif des Kurdes irakiens vers la Turquie et l'Iran, commence une période de large autonomie pour les Kurdes d'Irak, qui vont se doter petit à petit des caractéristiques d'un État indépendant de fait (parlement, appareil judiciaire, police, armées, réseau d'enseignement).

Toutefois, cette expérience d'autonomie kurde, sans précédent dans la région, sera vite plombée par les querelles politiques, sur fond de différends

LA QUESTION IRAKIENNE : DIX ANS APRÈS

historique et sociolinguistique, entre les deux grandes formations politiques kurdes irakiennes, le Parti démocratique du Kurdistan (P.D.K.) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (U.P.K.) de Djelal Talabani.

Ainsi le Parlement kurde d'Irak, qui avait commencé à fonctionner en 1992, cesse-t-il d'être le symbole de l'unité kurde irakienne lorsque la ville d'Erbil — siège du Parlement — passe des mains d'une faction politique kurde à l'autre au cours d'affrontements armés très violents. Chaque parti gère alors sa zone — le P.D.K. gère les provinces de Duhok et d'Erbil tandis que l'U.P.K. gère celle de Suleimaniya — avec sa propre administration, ses propres services et ses propres milices¹.

Le Parlement d'Erbil continue de fonctionner mais n'y siègent plus que les élus affiliés ou proches du P.D.K. Si l'U.P.K. organise bien des élections municipales dans la province de Suleimaniya qu'elle contrôle, elle ne va pas jusqu'à entériner complètement l'éclatement de la zone kurde autonome en convoquant des élections législatives pour la seule région de Suleimaniya. Il y a donc deux gouvernements régionaux kurdes, K.R.G., mais une seule assemblée législative dont la légitimité représentative a été entamée. À partir de 1997, la situation commence à se normaliser entre les deux régions-partis et un processus de réconciliation est mis en place à partir de septembre 1998 sous la férule de Washington, qui contribue sérieusement au rapprochement des points de vue et à l'extension des échanges interrégionaux.

RÉCONCILIATION INTRAKURDE

À la suite de nombreux contacts entre les deux partis et plus récemment sous la pression de l'« évolution » du dossier irakien impulsée par Washington, les Kurdes irakiens viennent de franchir un pas important dans ce processus de réconciliation en inaugurant une nouvelle session parlementaire kurde à Erbil le 4 octobre 2002 à laquelle ont participé, pour la première fois depuis huit ans, les élus des deux camps et qui a été précédée d'un discours de Massoud Barzani et de Djelal Talabani, qui ne cessent depuis lors de multiplier les signes de réconciliation intrakurde.

Ainsi, le 8 octobre, Massoud Barzani, chef du P.D.K. se rendait à Suleimaniya (en zone U.P.K.) où se tenait la deuxième session du « nouveau » Parlement kurde d'Irak. Détail important, le résultat des élections législatives kurdes irakiennes de 1992 avait donné vainqueur le P.D.K. avec 51 % des voix contre l'U.P.K. qui en avait recueilli 49 %. Des tractations avaient alors eu lieu entre les deux partis, qui s'étaient mis d'accord sur une répartition 50-50 de leurs sièges, dévalorisant de la sorte cette première expérience démocratique. Or, lors de la relance du processus parlementaire kurde le 4 octobre dernier, les leaders kurdes ont décidé de revenir à une redistribution des sièges conforme aux véritables résultats du scrutin de

¹ Pour plus de détails, lire « Kurdistan d'Irak : une indépendance bicéphale », dans *La Revue nouvelle*, juillet-août 2000, p. 28-39.

LA QUESTION IRAKIENNE : DIX ANS APRÈS

1992. Cette mesure, en plus des excuses de Barzani et de Talabani à la population pour la guerre fratricide qu'ils se sont menée, semble indiquer une certaine volonté de consolidation du processus démocratique kurde.

Ces développements intrakurdes modifient donc quelque peu la donne dans la perspective d'une attaque américaine sur l'Irak, qui pourrait par exemple déboucher sur la création d'une entité fédérée kurde dans le cadre de l'installation d'un nouveau régime à Bagdad. Cette incertitude sur l'avenir de ce pays et en particulier de sa zone septentrionale inquiète et concerne en premier lieu deux pays de la région : la Turquie et l'Iran qui se trouvent sur ce dossier en situation de concurrence.

La Turquie qui, malgré quelques avancées, n'a pas encore réussi à trouver une véritable solution politique à son problème kurde², craint beaucoup toute manifestation d'un quelconque nationalisme kurde à ses frontières. Cette phobie de la partition, née à la fois du « traumatisme » lié au démembrement de l'Empire ottoman ainsi que de l'aspect artificiel d'une idéologie nationaliste turque fabriquée au lendemain de l'avènement de la République et dont le radicalisme, dès lors qu'il s'agit de question kurde, traduit la jeunesse et la fragilité du concept, domine la politique étrangère d'Ankara vis-à-vis du nord de l'Irak.

La Turquie oscille ainsi entre des contacts officiels avec Bagdad destinés à affirmer son refus de toute partition de l'Irak, et des contacts avec les partis kurdes du nord de l'Irak au gré d'alliances changeantes, traduisant une vue politique à court terme sur un territoire où sont stationnés certains de ses soldats et où l'armée turque procède régulièrement à des incursions.

ALLIANCES MOUVANTES

Le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (P.D.K.) exerce son influence sur toute la partie du Kurdistan d'Irak frontalière avec la Turquie, ce qui implique des liens tribaux, familiaux, linguistiques et économiques entre les Kurdes vivant de part et d'autre de la frontière turco-irakienne. Massoud Barzani lui-même a un parent, élu d'Hakkari (ville de l'extrême Sud-Est de la Turquie), qui siège à l'Assemblée nationale turque. De même, si le Parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K.) — qui a troqué ce nom en avril 2002 contre celui de Kadek (Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan) — se voulait un parti pankurde transgressant les clivages tribaux et féodaux de la société kurde de Turquie, il a surtout recruté des partisans dans les régions kurdes sunnites kourmandjophones (parlant le dialecte kourmandji, parlé dans le nord de l'Irak) — davantage en tout cas que dans celles habitées par des Kurdes alévis ou sunnites zazaophones (parlant le dialecte zaza) — limitrophes du nord de l'Irak où les militants du P.K.K. pouvaient trouver refuge.

Du fait de cette proximité, le P.D.K. s'est rapidement trouvé en concurren-

² Sur ce sujet, lire « Turquie : l'impasse kurde », dans *La Revue nouvelle*, février 1999, p. 7-13.

LA QUESTION IRAKIENNE : DIX ANS APRÈS

ce avec les guérilleros du P.K.K., qui dès les débuts de l'autonomie kurde en Irak en 1992, n'ont eu de cesse que de créer de l'instabilité dans la partie du Kurdistan autonome de fait gérée par les hommes de Barzani. Enfin, sur le plan économique, le principal poste frontière entre l'Irak et la Turquie, passage obligé de tous les trafics entre les deux pays se traduisant par d'importants droits de douane versés à l'administration P.D.K., est autant qu'une source de revenus, l'illustration de la dépendance du gouvernement régional kurde-P.D.K. vis-à-vis d'Ankara, qui peut fermer cette frontière quand bon lui semble, même si ce trafic est aussi une source de revenus pour les citoyens turcs vivant de l'autre côté de la frontière.

La géographie a donc amené la Turquie à voir dans Barzani un allié objectif. Elle s'en méfie toutefois au point de se réjouir de l'instabilité provoquée par les guérilleros du P.K.K. dans cette zone, alors que ces derniers constituent pourtant un « ennemi objectif commun ». La collaboration entre l'armée turque et les « peshmergas » de Barzani pour lutter contre le P.K.K. a donc, malgré tout, été étroite jusqu'en 1999, date de l'arrestation du leader du P.K.K. qui marque l'échec et la fin de la lutte armée du Parti des travailleurs du Kurdistan. Durant cette période, l'allié objectif d'Ankara dans la région est donc le P.D.K. de Barzani plutôt que l'U.P.K. de Talabani dont la sphère d'influence est située plus au sud, dans une région qui sociologiquement se trouve davantage tournée vers le sud et l'Iran, soutien traditionnel de Talabani.

Plus récemment, une évolution de ces rapports s'est progressivement dessinée. Barzani et son gouvernement régional kurde ont commencé à être la cible de critiques de plus en plus virulentes de la part de certains éditorialistes de la presse turque traduisant en réalité l'orientation politique d'Ankara sur la question. Le prétexte du P.K.K., régulièrement avancé par Ankara pour justifier sa politique dans le nord de l'Irak, ne semble plus approprié pour critiquer le P.D.K. dès lors que les derniers guérilleros du P.K.K. ont quitté la région pour une zone montagneuse située en région U.P.K. La relative réussite de l'expérience autonome kurde, en particulier dans les deux provinces gérées par le P.D.K., explique sans doute la méfiance croissante des autorités turques à l'égard du gouvernement régional kurde-P.D.K. qui, grâce au volume important de son commerce avec la Turquie mais grâce aussi aux échanges avec l'Iran à travers le poste frontière proche de Haj Omran, se distingue de la région U.P.K., dont les revenus sont moins importants.

Dans un contexte socioéconomique relativement favorable, même s'il est toujours instable, dû notamment aux dividendes du programme « pétrole contre nourriture » géré dans les deux régions par des agences onusiennes, l'expérience d'autonomie kurde s'avère donc concluante, à fortiori si le spectre d'une guerre intrakurde risquant de miner les nombreux acquis symboliques et politiques d'une autonomie qui a déjà plus de dix ans d'âge, semble s'éloigner pour de bon.

NOUVEAU PRÉTEXTE D'ANKARA : LES TURKMÈNES

Face à la réussite relative de cette autonomie kurde, qui se distingue en outre par des attributs symboliques dignes d'un État (drapeau, armée...) et qui pour des raisons de proximité sociologiques pourrait, donc, éventuellement s'avérer attractive pour les Kurdes de Turquie, Ankara a décidé de changer d'alliance et de privilégier désormais ses relations avec le gouvernement régional U.P.K., dans le but sans doute de diviser les Kurdes d'Irak et pour mieux les contrôler. À l'aune de la réconciliation intrakurde, on ne peut pas dire que cette politique ait été jusqu'à présent couronnée de succès. Néanmoins, la Turquie dispose encore de la carte turkmène pour pouvoir exercer son influence dans le nord de l'Irak.

Les Turkmènes, musulmans turcophones, se sont installés dans la région pendant les siècles de domination ottomane. En l'absence de données chiffrées officielles, il est difficile d'évaluer le poids démographique réel des Turkmènes d'Irak (appelés aussi Turcomans) que certains journalistes turcs n'hésitent pas à gonfler en évoquant la présence d'un à trois millions de Turkmènes en Irak. Malgré l'absence de statistiques, la plupart des observateurs indépendants considèrent que ces chiffres sont tout à fait exagérés, estimant qu'il ne doit pas y avoir plus d'un demi-million de Turkmènes en Irak.

Ainsi, selon David McDowall par exemple, auteur d'une *Histoire moderne des Kurdes*³, il y avait en Irak au début des années nonante environ 300 000 Turkmènes. En outre, dès lors qu'il y a dans la zone autonome kurde entre 3,5 et 4 millions d'habitants, il paraît peu probable que la proportion de Turkmènes vivant dans le nord de l'Irak soit aussi importante. En réalité, les Turkmènes d'Irak vivent dans une zone située légèrement plus au sud que le Kurdistan autonome actuel sur une ligne qui va grosso modo de Tel Affar, au nord-est, jusqu'à Mandaly, au sud-est, en passant par Mossoul, Kirkouk et Khanaqin, région qui se trouve encore sous le contrôle des autorités de Bagdad.

Selon Rizay Sarikahya, leader d'une des composantes du mouvement turkmène irakien, 85 % des Turkmènes d'Irak vivent dans la partie du nord de l'Irak contrôlée par le régime de Bagdad, contre 13 % vivant en zone P.D.K. et 2 % en zone U.P.K.⁴

Par ailleurs, à Mossoul et à Kirkouk, les Turkmènes vivent essentiellement dans la ville, à Mossoul avec les Arabes qui y forment la communauté la plus nombreuse, et à Kirkouk avec les Kurdes qui, au moins dans les campagnes environnantes, constituent l'ethnie dominante⁵. Mossoul et Kirkouk res-

³ David Mc Dowall, *A Modern History of The Kurds*, I.B. Tauris, Londres-New York, 1996.

⁴ Cengiz Çandar, *Yeni Safak* (quotidien turc), Istanbul, 27 septembre 2002.

⁵ Ainsi, selon le penseur ottoman Shamseddin Sami, cité par Cengiz Çandar dans *Yeni Safak* (19 octobre 2002), la population de la ville de Kirkouk était composée, à la fin du XIX^e siècle, de trois quarts de Kurdes, le dernier quart étant composé de Turkmènes et d'Arabes, en plus des sept-cent-soixante Juifs et des soixante Chrétiens chaldéens.

LA QUESTION IRAKIENNE : DIX ANS APRÈS

tent pour des raisons historiques et économiques convoitées symboliquement par la Turquie qui aurait souhaité récupérer cette région — le vilayet ottoman de Mossoul — au moment de la fondation de la République. Mais en raison de la méfiance des Kurdes de la province et des Arabes de Mossoul, et sous la férule des Britanniques, qui voulaient donner à l'État irakien naissant et placé sous leur mandat une viabilité économique, la zone pétrolifère de Kirkouk est restée dans le giron irakien. Toutefois, cette ville où vit une population turkmène relativement importante est aussi considérée comme une capitale symbolique par les Kurdes d'Irak qui y sont actuellement victimes d'une intense campagne d'arabisation menée par le régime de Bagdad. Par ailleurs, si, en cas de renversement du régime irakien actuel, Kirkouk venait à être intégrée dans une entité fédérée kurde, elle permettrait à celle-ci d'être plus viable économiquement et donc de ne plus devoir dépendre sur ce plan de ses voisins et en particulier de la Turquie.

C'est sans doute la raison pour laquelle Ankara a observé avec attention les déclarations de Massoud Barzani et de Djelal Talabani à l'occasion de la réouverture du Parlement kurde irakien. En effet, si les leaders kurdes avaient alors déclaré symboliquement que Kirkouk était appelée à devenir la capitale de leur « État », la Turquie aurait considéré cela comme un casus belli. Outre que ces mises en garde s'inscrivent dans un contexte préélectoral turco-turc, elles ont néanmoins, semble-t-il, suscité une certaine prudence côté kurde où l'on s'est bien gardé de toute déclaration hâtive à ce sujet, ce que ne semblent pas avoir entendu le gouvernement chancelant de Bülent Ecevit, le Premier ministre turc et une partie de la presse turque pour laquelle Kirkouk est désormais une cause quasi sacrée.

Les relations entre les Kurdes et les Turkmènes ont toujours été mouvementées. Victimes de « kurdisation », notamment dans la région de Mossoul, les Turkmènes se sont toutefois, au gré des circonstances de l'histoire, rapprochés des Kurdes, notamment en soutenant pour certains d'entre eux pendant les années soixante Mustapha Barzani en lutte pour l'autonomie du Kurdistan irakien. Leurs relations se sont néanmoins détériorées après la signature des accords d'autonomie en 1970 lorsque le pouvoir central irakien a essayé de les monter les uns contre les autres.

Par la suite, les Turkmènes, peu nombreux dans la région autonome kurde actuelle, n'ont pas participé aux élections du Parlement kurde en 1992, de même qu'ils ont décliné l'invitation qui leur a été faite lors de la réouverture de ce même Parlement en octobre 2002. Il faut dire que les Turkmènes craignent, en participant trop étroitement à la gestion d'une région où ils seront toujours minoritaires, d'exposer la plus grande partie de leur communauté qui vit à l'extérieur de la zone autonome, aux repréailles du régime de Bagdad. Par ailleurs, ils ne veulent pas non plus, en s'alliant trop étroitement aux initiatives des Kurdes irakiens, provoquer le courroux de la Turquie qui les soutient autant qu'elle les instrumentalise.

Tous les partis turkmènes, qui bénéficient d'une vitrine légale à Erbil, la « capitale » du Kurdistan autonome de fait, n'apprécient pas les interventions d'Ankara dans leurs affaires, c'est notamment le cas de Vedat Arslan,

dirigeant du Foyer de fraternité turkmène, organisation membre du Front turkmène irakien, qui réunit l'ensemble des partis politiques turkmènes, et dont il assurait la présidence jusqu'au moment où il a démissionné dénonçant la mainmise d'Ankara qui n'appréciait guère l'indépendance de cette institution communautaire. Selon Arslan, Ankara intervient désormais directement dans le choix des nouveaux dirigeants de ce front⁶. Le Front turkmène dispose ainsi à Erbil d'une armée de mille-cinq-cents hommes formés par des soldats turcs. En outre, les Turkmènes disposent également, en zone kurde autonome, de télévisions et de radios émettant dans leur propre langue, en plus d'écoles où ils peuvent l'enseigner.

Si la « carte turkmène » peut donc constituer un levier pour la Turquie dans le nord de l'Irak, elle s'est en tout cas avérée insuffisante pour influencer réellement sur le processus politique interne dans la zone autonome kurde. En outre, les Américains, véritables maîtres d'œuvre dans la région, ne semblent pas faire grand cas de la « question turkmène », qui reste secondaire à leurs yeux.

DÉMOCRATIE RÉPUBLICAINE OU PANTURQUISME ?

La politique de la Turquie dans le nord de l'Irak ne semble donc pas couronnée de succès. Au-delà des erreurs tactiques, cet échec est surtout celui d'une politique qui tire sa source de l'idéologie nationaliste turque qui continue de faire de l'élément ethnique turc l'axe principal de sa politique étrangère, et ce malgré les beaux discours républicains sur la citoyenneté dans un pays multiethnique où les citoyens turcs d'origine kurde se comptent par millions. En effet, tant que la Turquie n'optera pas pour une véritable solution démocratique à la question kurde, tant qu'elle n'abandonnera pas la gestion autoritaire traditionnelle de ce problème qui lui permettrait d'évoluer vers une réforme d'un système jacobin peu respectueux des particularismes ethniques et religieux, elle ne pourra que craindre l'émergence d'un État kurde, quel que soit son statut exact, dans le nord de l'Irak.

Cette contradiction entre prétention républicaine à une citoyenneté ouverte et politique étrangère à base monoethnique a ainsi été remarquablement illustrée par une anecdote rapportée par le journaliste turc Cengiz Çandar du quotidien *Yeni Safak*⁷. Celui-ci expliquait en effet qu'un diplomate turc de renom se lançant dans la politique lui avait dit que « la Turquie ne pouvait laisser tomber ses frères vivant dans le nord de l'Irak ». « À qui faites-vous allusion ? », lui a alors demandé le journaliste turc. « Mais aux Turkmènes, bien sûr ! Ils sont un million là-bas », a rétorqué le diplomate. Cengiz Çandar, qui il y a dix ans avait été l'émissaire officieux du président libéral Turgut Özal auprès de Barzani et de Talabani, a alors demandé au diplomate : « Dans la mesure où nous avons en Turquie des millions de concitoyens d'origine kurde, les Kurdes d'Irak ne doivent-ils pas dès lors

⁶ Reportage du journaliste Ahmet Sik dans *NTV Mag* (mensuel turc), janvier 2001, p. 102-104.

⁷ Cengiz Çandar, *Yeni Safak*, Istanbul, 27 septembre 2002.

LA QUESTION IRAKIENNE : DIX ANS APRÈS

être considérés aussi comme nos frères, au même titre que les Turkmènes? » Face à cette question qui met en exergue la pérennité d'une vision nationaliste de la diplomatie turque faite notamment de méfiance à l'égard des Kurdes, le diplomate turc est resté pantois. « La méfiance et l'hostilité officielle turque à l'égard des Kurdes d'Irak risque en effet de renforcer le sentiment d'exclusion des Kurdes de Turquie », commentait dans la foulée le célèbre journaliste turc Mehmet Ali Birand dans *Hürriyet*⁸, dans un article critiquant la politique irakienne d'Ankara.

LA DISCRÉTION EFFICACE DE TÉHÉRAN

L'approche iranienne est certes tout à fait différente mais n'en est pas moins, en partie, déterminée par des causes liées aussi à la politique intérieure iranienne et singulièrement à la lutte de pouvoir entre réformateurs et conservateurs. En effet, si la politique extérieure de l'Iran relève en principe des compétences du gouvernement Khatemi, et si ce dernier a pu, malgré les blocages, insuffler un nouvel esprit dans les relations extérieures, notamment avec le monde arabe et en particulier avec l'Arabie Saoudite, le dossier kurde irakien, qui ne provoque pas une paranoïa séparatiste à Téhéran, semble relever de la compétence des milieux conservateurs qui, grâce à leurs réseaux, interviennent dans la région.

Plus discrets que les Turcs, les Iraniens ont, à l'inverse de leurs rivaux régionaux, réussi à garder de bonnes relations avec les deux principaux partis kurdes tout en soutenant les islamistes, pourtant sunnites, qui contrôlent la région d'Halabja dont les habitants furent victimes des bombardements chimiques irakiens en mars 1988. Tout en gardant des liens avec la zone U.P.K., qui dépend économiquement de ces échanges commerciaux avec l'Iran, les Iraniens se sont rapprochés du gouvernement régional kurde-P.D.K. qui comblait ainsi en partie les inconvénients de sa crise de confiance avec les Turcs. Le responsable des relations avec les Kurdes d'Irak au sein du corps des Gardiens de la Révolution (conservateur) a ainsi été remplacé par un modéré, qui s'est immédiatement rendu à Erbil pour rencontrer les responsables du P.D.K., dont une délégation de haut niveau venait de passer quinze jours en Iran⁹.

Les liens tribaux, familiaux, linguistiques et économiques unissent également les Kurdes vivant des deux côtés de la frontière irako-iranienne, sans que cela ne provoque trop de fantasmes de partition, côté iranien. Le commerce entre l'Iran et le Kurdistan d'Irak, que ce soit par camions ou à pied, à dos d'homme ou de mule, ne cesse de se développer. Si les produits turcs, de meilleure qualité, restent plus prisés, les produits iraniens que l'on trouve à Suleimaniya et à Erbil, sur le plan culturel, l'influence de la « culture iranienne » semble par contre être très forte, traduisant selon certains observateurs un sentiment diffus pro-iranien qui répond à une méfiance grandissante à l'égard des Turcs.

⁸ Mehmet Ali Birand, *Hürriyet* (quotidien turc), Istanbul, 4 octobre 2002.

⁹ Issam Al Khafaji, *Middle East Report*, janvier 2001.

LA QUESTION IRAKIENNE : DIX ANS APRÈS

Les Kurdes d'Irak, qui continuent d'avoir des échanges avec la partie arabe de l'Irak, semblent désormais considérer, même si toute crainte n'a pas disparu, que le régime de Saddam n'en a plus pour très longtemps. Dès lors qu'ils ont refait leur unité et qu'ils ont pour le moment vaincu leurs vieux démons — guerre fratricide sur fond de clivages ethno-linguistiques — les Kurdes d'Irak doivent tenter de gérer leurs relations avec les voisins turcs et iraniens, qui apprécient diversement leur expérience d'autonomie et qui gardent une capacité d'influence et à tout le moins de nuisance sur ce processus d'autodétermination.

Le paradoxe réside sans doute dans le fait que la Turquie, alliée des États-Unis dans la région, se trouve dans une impasse au Kurdistan d'Irak, alors que l'Iran, inscrit par Washington dans l'« axe du mal », améliore ses relations avec des Kurdes irakiens qui s'avèreraient des alliés utiles pour Washington dans le cadre d'une attaque militaire sur l'Irak.

Pierre Vanrie

